

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 27 novembre 1969, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant revision de la législation sur le jeu", a donné le 22 décembre 1969 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 27e november 1969 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende herziening van de wetgeving op het spel", heeft de 22e december 1969 het volgend advies gegeven :

Il y aurait lieu de corriger, dans le texte français, le manque de concordance qui existe entre l'intitulé du projet précédant l'exposé des motifs ("... législation sur le jeu") et celui qui précède le texte ("... législation sur les jeux").

Article 1er.

L'alinéa 1er de l'article 1er n'est pas rédigé avec la précision qui convient aux textes de portée répressive. En effet, cet alinéa ne permet pas de déterminer avec certitude si le fait de jouer est interdit et l'exposé des motifs ne résout pas cette question.

Les termes "Il est interdit ... d'y participer" ... sont équivoques. S'agit-il de participer à l'organisation ou à l'exploitation des jeux de hasard ou s'agit-il de participer au jeu lui-même, en qualité de joueur ?

Dans l'intention du Gouvernement, telle qu'elle a été exprimée au Conseil d'Etat, l'article 1er, alinéa 1er, porte une interdiction générale de jouer frappant également le joueur, en sorte que cette disposition interdit de se livrer à des jeux de hasard, de les organiser ou de les exploiter, de recruter des joueurs ou de faire de la publicité en faveur de ces jeux.

Il en résulte que l'organisation de jeux de hasard par une personne à son domicile privé, en vue d'un divertissement et avec des mises non excessives, tombera désormais sous l'application de la loi.

.../...

Interrogé sur les intentions du Gouvernement à cet égard, le Ministre de la Justice a répondu en ces termes :

"Vous vous êtes demandé si, en présence du fait que l'article 1er, alinéa 1, porte une interdiction générale frappant également le joueur, il serait désormais interdit de jouer même chez des particuliers.

J'estime que si l'on veut assurer à la loi sa pleine efficacité, il y a lieu d'établir le principe de l'interdiction absolue du jeu, où qu'il se pratique, sauf dans les cas limitativement prévus par les articles 2 et 10 du projet. Le caractère général de cette interdiction présente l'avantage de créer une situation saine et claire qui éludera toute difficulté quant à l'appréciation de ce qu'il faut entendre par lieux ouverts au public et lieux privés. Je songe notamment à la pratique du jeu dans des clubs privés où l'accès qui n'est possible que sur présentation d'une carte de membre est en fait permis à quiconque souhaite s'y introduire".

*

* *

Le projet s'abstient de définir les termes "exploiter" et "jeux de hasard". Le Gouvernement s'explique sur ce point dans l'exposé des motifs et se borne à se référer à "la jurisprudence établie" en matière d'exploitation de pareils jeux, cette jurisprudence ayant dégagé le sens des termes précités.

On observera, tout d'abord, que la notion d'exploitation dans le projet est plus large que celle dégagée par la jurisprudence, puisque l'article 1er, alinéa 2, assimile à l'exploitant celui qui n'a qu'un intérêt dans l'organisation.

.../...

Quoiqu'il en soit, plutôt que de se référer à des interprétations jurisprudentielles antérieures, mieux vaudrait que le législateur indique dans le texte même du projet le sens qu'il entend donner aux termes "jeux de hasard" et "exploitation" de pareils jeux.

Mais il y a plus. Le projet réprime de la même peine non seulement l'exploitation, mais aussi l'organisation des jeux de hasard. Ce n'est donc pas uniquement l'exploitation qui doit être définie : l'organisation doit l'être également.

*

* *

Aux termes de l'article 1er, alinéa 2, "celui qui a un intérêt quelconque dans l'organisation est assimilé à l'exploitant, même s'il se borne à la mise à la disposition d'un local".

Il s'agit là d'une infraction spécifique qui ne doit pas faire l'objet d'une assimilation mais d'une incrimination propre. Il conviendrait donc d'incorporer dans l'alinéa 1er l'incrimination mentionnée dans l'alinéa 2.

On observera ensuite que le seul fait d'avoir un intérêt quelconque dans l'organisation suffit pour contrevenir à la loi. Cette disposition pourrait susciter des difficultés. Par exemple, si l'on prend le cas d'un actionnaire d'une société mettant un immeuble à la disposition d'un exploitant de jeux de hasard, cet actionnaire, d'une part, ne pourra plus licitement conserver ses actions et, d'autre part, sera dans l'impossibilité de les céder, puisque le cessionnaire ne pourrait être qu'une personne prenant des intérêts dans une organisation interdite par la loi.

*

* *

.../...

Compte tenu des dérogations apportées par le projet au principe énoncé par l'article 1er, il conviendrait de commencer cet article par les mots : "Sous réserve des autres dispositions de la présente loi ...".

Article 2.

Cette disposition devrait être rédigée comme suit :

"Article 2.-

Les communes de ... pourront être autorisées à ouvrir au public un établissement de jeux de casino.

L'autorisation est accordée par un arrêté royal..."

Article 3.

La finale de cet article devrait se lire :
" ... et indique l'usage qui peut en être fait ".

Article 5.

Cette disposition contient deux ordres d'idées différents : il s'agit, d'une part, d'interdire aux organisateurs ~~et~~ exploitants d'un casino de consentir des avances ou des prêts à des personnes désirant jouer (alinéa 1er) et, d'autre part, de leur interdire de faire de la publicité pour leur établissement (alinéa 2). Mieux vaudrait scinder cette disposition en deux articles.

.../...

Article 6.

Cet article dispose que ne peuvent participer à l'exploitation d'un casino, ni directement, ni indirectement, les personnes qui ont été condamnées à certaines peines du chef de certaines infractions énumérées dans cet article, ainsi que les personnes à charge desquelles une information ou une instruction judiciaire est en cours en raison des mêmes infractions.

L'exposé des motifs commente cette disposition comme suit :

" L'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 a interdit l'exercice d'activités de change et de banque à certaines catégories de personnes qui n'offrent pas les garanties de dignité, de moralité et de loyauté nécessaires. Il ne se concevrait pas que ces mêmes personnes puissent être autorisées à se livrer à l'exploitation des jeux de hasard.

L'article 6 consacre ce principe en écartant radicalement et définitivement des jeux certains condamnés et même les personnes poursuivies en justice, dans des circonstances déterminées.

Il importe aussi de ne pas tolérer que ces personnes puissent exercer dans un établissement de jeu un emploi, rémunéré ou gratuit, même subalterne, qui serait pour elles une source nouvelle de délinquance, et pour le public un motif légitime d'inquiétude".

Le dernier alinéa de ce passage interprète de manière extrêmement large la notion de participation à l'exploitation d'un établissement de jeux de casino. Pareille interprétation aboutirait à cette conséquence que, par exemple, la condamnation d'un portier ou d'une nettoyeuse prestant leurs services exclusivement dans la salle de jeux d'un casino entraînerait l'interdiction de ces prestations,

.../...

alors que celles-ci resteraient permises dans la partie de l'établissement non affectée au jeu. Mais qu'en serait-il des mêmes personnes qui travailleraient, sans autre spécification, pour l'établissement dans lequel se trouverait une salle de jeux en même temps que des locaux destinés à des manifestations artistiques ou culturelles ?

Si l'interprétation très large de l'exposé des motifs ne traduisait pas exactement les intentions du Gouvernement, il faudrait non seulement le modifier, mais aussi préciser, dans le texte du projet, le sens à donner aux termes "participer à l'exploitation d'un casino".

En tout état de cause, le début de l'article 6 devrait se lire : "Ne peuvent participer à l'exploitation d'un établissement de jeux de casino ...".

*

* *

Selon l'article 6, 4°, ne peuvent participer à l'exploitation d'un casino "ceux à charge desquels une information ou une instruction judiciaire du chef d'une des infractions reprises aux 1° à 3° ci-dessus est ouverte et non clôturée au moment où est pris l'arrêté d'autorisation".

Tel qu'il est rédigé, l'article 6, 4°, ne s'appliquerait pas à ceux à charge desquels une information ou une instruction judiciaire serait engagée après l'autorisation donnée à la commune, par arrêté royal,

.../...

d'ouvrir un casino. En effet, pour que la disposition s'applique, il faut que l'information ou l'instruction soit en cours "au moment où est pris l'arrêté d'autorisation". Si elle est ouverte après, celui qui en est l'objet ne sera pas frappé de l'interdiction de participer à l'exploitation des jeux, même s'il n'a pas encore commencé cette participation.

Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, le texte devrait être revu.

Au surplus, les termes employés par le projet ne couvrent pas l'hypothèse où une instruction aurait été clôturée par une ordonnance de renvoi devant la juridiction de jugement.

*

* *

Aux termes de l'article 6, 1°, 2° et 3°, les personnes qui ont été condamnées du chef de certaines infractions ne peuvent participer à l'exploitation des jeux de casino.

Que la condamnation soit antérieure ou postérieure à l'autorisation donnée à la commune d'ouvrir un casino, le condamné ne pourra ni commencer ni continuer à participer à l'exploitation.

*

* *

.../...

Dans l'article 6, 1° et 2°, plutôt que de dénommer des infractions, il se recommande, par souci de précision, de citer les articles de loi qui répriment ces infractions.

Article 7.

Cet article dispose :

"Sans préjudice des dispositions des lois fiscales, l'accès aux casinos est subordonné à la perception d'un droit d'entrée dont le montant sera fixé par le Roi et le produit affecté à des oeuvres de protection de la jeunesse. Le Roi détermine la manière dont ces sommes sont versées au Trésor".

Le droit d'entrée à percevoir ne peut pas être considéré comme une redevance mais bien comme un impôt. Dès lors, ce n'est pas au Roi mais au législateur qu'il appartient de fixer le montant de ce droit d'entrée. En outre, s'agissant d'un impôt, le Ministre des Finances devrait proposer et contresigner l'arrêté de présentation.

L'article 7 devra également préciser quel est le redevable de l'impôt envers le Trésor et quelles sont les conditions d'exigibilité de cet impôt.

Article 8.

Cette disposition interdit aux mineurs "l'accès aux casinos". Le texte devrait préciser s'il s'agit de l'accès aux casinos, en général, dès le moment où ces établissements comprennent une salle de jeux, ou s'il s'agit seulement de l'accès aux salles de jeux, à l'exclusion des locaux où le jeu n'est pas pratiqué.

Par ailleurs, entend-on atteindre à la fois le mineur qui accède et la personne qui laisse accéder ? Dans l'affirmative, il faudrait le dire expressément, en s'inspirant de la loi du 15 juillet 1960 sur la préservation morale de la jeunesse.

Article 9.

Le terme "révoqué", rendu en néerlandais par "ingetrokken", risque de créer une équivoque, en donnant l'impression - fausse - que l'arrêté révoqué le serait ex tunc et non pas ex nunc; c'est pourquoi il s'indiquerait d'écrire : "L'autorisation est retirée...", ce qui s'accorde d'ailleurs mieux avec l'alinéa 2 du même article 9.

Contrairement à ce qu'affirme l'exposé des motifs, le retrait ne peut avoir lieu de plein droit : il faut qu'une autorité intervienne pour réaliser le retrait. Le texte devrait indiquer quelle est cette autorité.

.../...

En outre, il conviendrait de prévoir une procédure à suivre pour exercer le retrait, procédure qui devrait notamment respecter les droits de la défense.

Article 11.

Les observations formulées à propos de l'article 8 valent mutatis mutandis pour l'article 11.

Article 12.

Alors que le texte de cette disposition interdit la publicité en faveur "des appareils automatiques de jeu autorisés", l'exposé des motifs prohibe cette publicité "en faveur de l'usage des appareils automatiques de jeu", ce qui est tout différent. Selon le texte de l'article 12, on pourrait même poursuivre le fabricant qui vante les qualités de l'appareil construit par lui.

L'intention du Gouvernement devrait être précisée sur ce point et il y aurait lieu de supprimer la discordance signalée plus haut.

Dans l'hypothèse où l'exposé des motifs exprimerait exactement cette intention, l'article 12 pourrait être rédigé dans ces termes :

"Article 12.-

Sont interdits la publicité en faveur de l'usage des appareils automatiques de jeu, aux fins du jeu, même si ces appareils sont autorisés, ainsi que le racolage de participants en vue de leur emploi aux mêmes fins".

*

*

*

.../...

Il y a discordance entre les textes français et néerlandais. L'un emploie le terme "racolage" alors que l'autre emploie les termes : "... te ronselen of aan te trekken".

Article 14.

Aux termes de l'article 14, 2°, les peines peuvent être doublées au cas où les personnes mineures visées par cette disposition "sont impliquées dans l'infraction".

Aux termes de l'exposé des motifs, le juge peut doubler les peines dans les cas où le délit a été commis "à l'égard" de ces personnes mineures.

L'expression "personnes (mineures) ... impliquées dans l'infraction" a une portée plus large que l'expression "délict ... commis à l'égard" de ces personnes. En effet, deux hypothèses peuvent être envisagées : 1° le majeur coupable d'un acte d'exploitation de jeu a fait ou laissé jouer des mineurs; 2° le majeur coupable du même acte a été aidé dans l'exploitation par un mineur.

Dans la première hypothèse, l'infraction a été commise par le majeur à l'égard du mineur tandis que, dans la seconde hypothèse, le mineur est coauteur ou complice de l'infraction commise par le majeur. Les termes employés par le texte du projet permettraient de doubler la peine à charge du majeur dans cette dernière hypothèse. Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, le texte devrait être modifié.

*

*

*

.../...

Le dernier alinéa de l'article 14 devrait commencer comme suit : "Dans ces cas, les coupables pourront ...".

Article 15.

On peut se demander pourquoi on a supprimé dans cet article le mot "effets" qui figurait dans l'article 6 de la loi du 24 octobre 1902 et qui permettait de confisquer les enjeux en nature.

*

* *

Le mot "matériaux" doit être remplacé par le mot "matériel".

Articles 17 et 18.

A l'article 17, le mot "pronostics" doit être remplacé par les mots "pronostics des résultats sportifs".

*

* *

L'article 17 dispose que le projet n'est pas applicable aux loteries. Si les loteries sont ainsi exclues du champ d'application de la loi en projet, en est-il de même des jeux de loterie visés par l'article 557, 3°, du Code pénal ? Il y a une nette différence entre loteries et jeux de loterie. Les loteries

.../...

proprement dites sont régies par les articles 301 à 304 du Code pénal; les jeux de loterie ou loteries simples constituent une variété de jeux de hasard et sont réprimés par les articles 305 et 557, 3°, du Code pénal (RIGAUX et TROUSSE, Les Codes de police, T. Ier, pp. 206 et suivantes).

Le projet abroge l'article 305 du Code pénal mais non pas l'article 557, 3°, du même Code et ce parce que, selon les explications fournies au Conseil d'Etat, cette dernière disposition est "applicable également aux jeux de loterie qui sont expressément exclus du champ d'application du projet par l'article 17". C'est confondre, comme on vient de le voir, loteries et jeux de loterie. Etant un jeu de hasard, le jeu de loterie tomberait sous l'application de la loi en projet, sauf si le législateur entendait, comme il l'a fait en 1902 (1), écarter du champ d'application de la loi future, non seulement les loteries mais aussi les jeux de loterie. Si telle était l'intention du Gouvernement, l'article 17 devrait être complété sur ce point. En pareil cas, l'article 557, 3°, ne devrait pas non plus être abrogé mais alors

.../...

(1) "Les jeux de loterie sont en effet des jeux de hasard... Dès lors, il est logique de dire qu'ils rentrent dans les prévisions des articles 305 et 557, 3°, du Code pénal. Reste à démontrer que la loi du 24 octobre 1902 n'a pas entendu les régir. Les travaux préparatoires sont décisifs à cet égard : le Ministre de la Justice l'a déclaré et le rapporteur au Sénat a justement fait remarquer que si les jeux de loterie ou loteries simples tombaient sous le coup de la loi nouvelle, au lieu de rester sous l'empire de l'article 557, 3°, leur exploitation serait punie beaucoup plus sévèrement que celle des loteries proprement dites, prévues par l'article 302 du Code pénal ... " (RIGAUX et TROUSSE, op. cit., p. 209).

il serait logique de ne pas abroger l'article 305 du Code pénal, en tant qu'il est applicable aux jeux de loterie. Sinon, en effet, on ne pourrait pas punir celui qui tient une maison de jeux de loterie; - qui est une maison de jeux de hasard (article 305) -, alors qu'on pourrait poursuivre celui qui établit ou tient pareils jeux "dans les rues, chemins, places ou lieux publics" (article 557, 3°).

Article 19.

L'alinéa 2, qui est une disposition transitoire, devrait faire l'objet d'un article distinct précédant l'article fixant la date d'entrée en vigueur de la loi.

Il devrait être rédigé comme suit :

"Article ...

Les contrats de concession en cours, qui concernent l'exploitation des casinos ouverts dans les localités énumérées à l'article 2, prennent fin à l'expiration du délai pour lequel ils ont été conclus et au plus tard six mois après l'entrée en vigueur de la présente loi".

*

*

*

.../...

Quant au premier alinéa de l'article 19 - qui deviendrait le dernier article de la loi en projet - suivant les renseignements recueillis par le Conseil d'Etat, le Gouvernement aurait l'intention, en ce qui concerne les appareils automatiques de jeu qui sont soumis à une taxe annuelle forfaitaire, de ne proposer l'entrée en vigueur de la future loi que le 1er janvier de l'année qui suit la date de sa publication au Moniteur belge.

In de Franse tekst van het ontwerp moet er overeenstemming zijn tussen het opschrift boven de memorie van toelichting ("... législation sur le jeu") en dat boven de tekst zelf ("... législation sur les jeux").

Artikel 1.

Het eerste lid van artikel 1 is niet zo nauwkeurig geredigeerd als vereist is voor teksten die strafmaatregelen insluiten. Er kan immers niet met zekerheid uit worden opgemaakt of het spelen zelf verboden is, en de memorie van toelichting geeft hierover geen uitsluitsel.

De woorden "Het is verboden ... daaraan deel te nemen" zijn dubbelzinnig. Betreft het de deelneming aan het inrichten of exploiteren van kansspelen ofwel de deelneming aan het spel zelf als speler ?

Naar aan de Raad is medegedeeld ziet de Regering in artikel 1, eerste lid, een algemeen spelverbod, dat ook voor de speler geldt, zodat die bepaling verbiedt zich aan kansspelen over te geven, ze in te richten of te exploiteren, daarvoor spelers te ronselen of publiciteit te voeren.

Iemand dus die kansspelen in zijn woning inricht, voor ontspanning en zonder buitensporige inzetten, zal voortaan onder toepassing van de wet vallen.

.... /

Op een vraag naar de desbetreffende bedoeling van de Regering heeft de Minister van Justitie geantwoord :

"U hebt zich afgevraagd of het voortaan ook verboden zou zijn bij particulieren te spelen, nu artikel 1, eerste lid, een algemeen verbod oplegt dat ook de speler treft.

Ik meen dat, wil de wet volkomen doeltreffend zijn, als beginsel moet worden gesteld dat het spel, waar het ook plaatsheeft, volstrekt verboden moet worden behalve in de gevallen die beperkend zijn opgesomd in de artikelen 2 en 10 van het ontwerp. Het algemene van dit verbod biedt het voordeel dat een gezonde en duidelijke toestand ontstaat, waarin de vraag wat onder publiek toegankelijke en particuliere plaatsen te verstaan is geen moeilijkheid meer oplevert. Ik denk onder meer aan het spel in privé-clubs waar men alleen toegang heeft op vertoon van een lidmaatschapskaart maar waar in feite iedereen binnen kan".

*

*

*

Het ontwerp geeft geen omschrijving van de termen "exploiteren" en "kansspelen". De Regering verklaart zich hierover nader in de memorie van toelichting maar verwijst alleen naar de "gevestigde rechtspraak" inzake het exploiteren van die spelen, waarin de betekenis van die termen nader is omlijnd.

In de eerste plaats moet worden opgemerkt dat het ontwerp het begrip exploiteren ruimer opvat dan de rechtspraak, vermits artikel 1, tweede lid, met de exploitant gelijkstelt "de persoon die enig belang heeft bij de inrichting".

.../...

Hoe dan ook, in plaats van te verwijzen naar vroegere interpretaties in de rechtspraak, zou de wetgever er beter aan doen in de tekst zelf van het ontwerp te zeggen welke betekenis hij hecht aan de termen "kansspelen" en "exploiteren" van zodanige spelen.

Er is echter nog meer. Het ontwerp stelt dezelfde straf niet alleen op het exploiteren maar ook op het inrichten van kansspelen. Dus moet niet alleen het exploiteren maar ook het organiseren nader worden omschreven.

*

* *

Luidens artikel 1, tweede lid, wordt met exploitant gelijkgesteld "de persoon die enig belang heeft bij de inrichting, zelfs wanneer hij zich beperkt tot het ter beschikking stellen van een lokaal".

Het gaat hier om een specifiek misdrijf dat niet met andere misdrijven gelijkgesteld maar op zichzelf strafbaar gesteld moet worden. Het in het tweede lid bedoelde misdrijf zou derhalve in het eerste lid moeten worden opgenomen.

Ook valt op te merken dat het voldoende is enig belang te hebben bij de inrichting om de wet te overtreden. Die bepaling dreigt moeilijkheden te zullen opleveren. Gesteld bijvoorbeeld een aandeelhouder in een vennootschap die een gebouw ter beschikking stelt van iemand die kansspelen exploiteert. Enerzijds zal die aandeelhouder zijn aandelen niet meer op geoorloofde wijze mogen behouden, en anderzijds zal het hem onmogelijk zijn ze over te dragen want de overnemer zou alleen iemand kunnen zijn die belangen neemt in een door de wet verboden inrichting.

*

* *

.../...

Met inachtneming van de in het ontwerp voorkomende afwijkingen van het in artikel 1 gestelde beginsel, zou dit artikel als volgt moeten beginnen : "Onder voorbehoud van de andere bepalingen van deze wet, is het verboden ...".

Artikel 2.

Dit artikel zou als volgt moeten worden gere-
digeerd :

"Artikel 2.-

De gemeenten ... kunnen vergunning krijgen om een inrichting voor casinospelen voor het publiek open te stellen.

De vergunning wordt verleend bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit ...".

Artikel 3.

Het slot van dit artikel leze men als volgt :
"... en vermeldt het gebruik dat ervan mag worden gemaakt".

Artikel 5.

De strekking van dit artikel is tweeërlei : enerzijds legt het aan de inrichters en exploitanten van een casino verbod op, voorschotten of leningen toe te staan aan wie wenst te spelen (eerste lid), anderzijds verbiedt het hen voor hun inrichting publiciteit te voeren (tweede lid). Het ware beter deze bepaling in twee artikelen te splitsen.

.../...

Artikel 6.

Dit artikel bepaalt dat aan de exploitatie van een casino noch rechtstreeks, noch onrechtstreeks mogen deelnemen zij die tot bepaalde straffen veroordeeld zijn wegens sommige in het artikel genoemde misdrijven, evenmin als "zij tegen wie een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek" wegens dezelfde misdrijven aan de gang is.

De memorie van toelichting geeft hierop de volgende commentaar :

" Het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 heeft verbod opgelegd om wissel- en bankoperaties te verrichten aan sommige categorieën van personen wier waardigheid, moraliteit en rechtschapenheid niet voldoende zijn gewaarborgd. Het ware onaannemelijk dat diezelfde personen een vergunning ontvangen om kansspelen te exploiteren.

Artikel 6 bekrachtigt dat beginsel en ontzegt beslist en voorgoed de exploitatie van het spel aan sommige veroordeelden en, in bepaalde omstandigheden, zelfs aan gerechtelijk vervolgd.

Evenmin mag worden geduld dat die personen in een speelhuis een al dan niet bezoldigde, zelfs ondergeschikte betrekking uitoefenen, die hen opnieuw zou kunnen doen falen en het publiek terecht tot ongerustheid zou stemmen".

De laatste alinea uit deze passus geeft een zeer ruime interpretatie aan het begrip deelnemen aan het exploiteren van een inrichting voor casinospelen. Bij zoverre dat bijvoorbeeld een portier of een werkster die uitsluitend in de speelzaal van een casino werkzaam zijn, na een veroordeling werkverbod aldaar zouden oplopen, terwijl zij zouden mogen blijven werken in het gedeelte van de inrichting dat

.../...

niet voor het spel is bestemd. Maar wat zou er gebeuren als diezelfde personen, zonder andere specificatie, zouden werken voor de inrichting waar zich een speelzaal bevindt naast andere lokalen die voor kunst- of cultuurmanifestaties worden gebruikt ?

Mocht de Regering haar bedoeling niet getrouw weergegeven vinden in deze zeer ruime, in de memorie van toelichting gegeven interpretatie, dan moet zij niet alleen de memorie wijzigen, maar ook in de tekst van het ontwerp duidelijk aangeven wat te verstaan is onder de woorden "aan de exploitatie van een casino deelnemen".

In ieder geval zou artikel 6 als volgt moeten beginnen : "Aan de exploitatie van een inrichting voor casinospelen mogen ...".

*

* *

Volgens artikel 6, 4°, mogen aan de exploitatie van een casino niet deelnemen "zij tegen wie een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek wegens een van de misdrijven onder 1 tot 3 hierboven, is ingesteld, dat op het ogenblik van het vergunningsbesluit nog niet is afgesloten".

Zo gesteld vindt artikel 6, 4°, geen toepassing op hen tegen wie "een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek" mocht zijn ingesteld nadat bij koninklijk besluit aan de gemeente vergunning is verleend voor het openen van een casino. Opdat de bepaling toepassing kan vinden, is immers vereist dat het "opsporingsonderzoek of

.../...

het gerechtelijk onderzoek" aan de gang is "op het ogenblik van het vergunningsbesluit". Wordt het onderzoek nadien geopend, dan zal degene tegen wie het geopend is niet vallen onder het verbod tot deelneming aan het exploiteren van de spelen, ook al is hij daarmee nog niet begonnen.

Mocht de Regering het niet zo bedoelen, dan zou de tekst moeten worden herzien.

Bovendien dekken de termen van het ontwerp niet het geval van een onderzoek dat afgesloten is met een beschikking tot verwijzing naar het vonnisgerecht.

*

* *

Luidens artikel 6, 1°, 2° en 3°, mogen aan het exploiteren van casinospelen niet deelnemen zij die veroordeeld zijn wegens bepaalde misdrijven.

Ongeacht of de veroordeling opgelopen is voordat of nadat aan de gemeente vergunning is verleend tot het openen van een casino, aan de exploitatie zal een veroordeelde niet mogen deelnemen of blijven deelnemen.

*

* *

In artikel 6, 1° en 2°, vermelde men ter wille van de nauwkeurigheid niet de misdrijven, wel de wetsartikelen die daarop straf stellen.

.../...

Artikel 7.

Dit artikel bepaalt :

"Onverminderd de bepalingen van de belastingswetten, wordt de toegang tot een casino afhankelijk gesteld van de heffing van een inkomgeld, waarvan het bedrag door de Koning wordt bepaald en waarvan de opbrengst moet worden aangewend voor werken van jeugdbescherming. De Koning bepaalt de wijze waarop die gelden aan de Schatkist worden gestort".

Het inkomgeld mag niet worden beschouwd als een retributie maar als een belasting. Het is dus niet de Koning maar de wetgever die het bedrag ervan moet vaststellen. Aangezien het om een belasting gaat, dient de Minister van Financiën het indieningsbesluit mede voor te dragen en te ondertekenen.

Artikel 7 zou ook moeten zeggen wie de belasting aan de Staatskas verschuldigd is en onder welke voorwaarden die belasting invorderbaar is.

Artikel 8.

Deze bepaling ontzegt aan de minderjarigen "de toegang tot de casino's". De tekst zou nader moeten aangeven of het hier gaat om de toegang tot de casino's in het algemeen zodra er in die inrichtingen een speelzaal is, dan wel om de toegang alleen tot de speelzalen met uitsluiting van de lokalen waar niet gespeeld wordt.

.../...

Is het anderzijds de bedoeling met dit verbod niet alleen de minderjarige te treffen maar ook de persoon die hem laat binnenkomen, dan moet dit uitdrukkelijk worden gezegd, hierbij uitgaande van de wet van 15 juli 1960 tot zedelijke bescherming van de jeugd.

Artikel 9.

De Franse term "révoqué" die in het Nederlands is weergegeven door "ingetrokken", kan verwarring stichten door de - verkeerde - indruk te wekken dat het besluit ex tunc en niet ex nunc zou worden ingetrokken; daarom ware het beter te lezen : "De vergunning wordt ingetrokken ...", hetgeen trouwens beter overeenkomt met het tweede lid van hetzelfde artikel 9.

In tegenstelling met wat de memorie van toelichting beweert, kan de vergunning niet van rechtswege worden ingetrokken : daartoe is vereist dat een overheid optreedt. De tekst zou moeten vermelden welke die overheid is. Bovendien zou voor de intrekking een procedure, met onder meer waarborgen voor de rechten van de verdediging, moeten worden voorgeschreven.

Artikel 11.

De opmerkingen die bij artikel 8 gemaakt zijn, gelden mutatis mutandis voor artikel 11.

.../...

Artikel 12.

Het voeren van publiciteit heet in de tekst verboden te zijn "voor toegelaten speelautomaten", in de memorie van toelichting "voor het gebruik van de speelautomaten"; een groot verschil dus. Volgens de tekst van artikel 12 zou men zelfs de fabrikant kunnen vervolgen die de hoedanigheden van de door hem vervaardigde automaat prijst.

De Regering zou haar bedoeling op dit punt moeten verduidelijken en de aangehaalde discrepantie moeten wegwerken.

In de veronderstelling dat de memorie van toelichting die bedoeling juist weergeeft, zou artikel 12 als volgt geredigeerd kunnen worden :

"Artikel 12.-

Het is verboden publiciteit te voeren voor het gebruik van speelautomaten, met speeldoeleinden, ook ~~al is~~ voor die automaten vergunning verleend, en voor gebruik met dezelfde doeleinden deelnemers te ronselen".

*

* *

Er is geen overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst. De ene werkt met de term "racolage" en de andere met de woorden "... te ronselen of aan te trekken".

.../...

Artikel 14.

Luidens artikel 14, 2°, kunnen de straffen worden verdubbeld ingeval de in die bepaling bedoelde minderjarigen "bij de overtreding betrokken zijn".

Volgens de memorie van toelichting kan de rechter de straffen verdubbelen in de gevallen waarin het misdrijf is gepleegd "ten aanzien van" de minderjarigen.

De term "personen van minder dan ...jaar, bij de overtreding betrokken" is ruimer dan "misdrijf ... gepleegd ten aanzien" van die personen. Er kunnen zich immers twee gevallen voordoen : 1° de meerderjarige die zich schuldig heeft gemaakt aan exploitatie van een spel heeft minderjarigen doen of laten spelen; 2° de meerderjarige die zich aan dezelfde handeling schuldig heeft gemaakt, is bij de exploitatie geholpen door een minderjarige.

In het eerste geval is het misdrijf door de meerderjarige gepleegd ten aanzien van de minderjarige terwijl, in het tweede geval, de minderjarige mededader of medeplichtige is bij het door de meerderjarige gepleegde misdrijf. Met de tekst van het ontwerp zou de straf ten laste van de meerderjarige in dit laatste geval verdubbeld kunnen worden. Mocht de Regering het anders bedoelen, dan zou de tekst gewijzigd moeten worden.

*

* *

Het laatste lid van artikel 14 zou als volgt moeten beginnen : "In die gevallen kunnen de schuldigen overeenkomstig ...".

.../...

Artikel 15.

Men kan zich afvragen waarom dit artikel niet vermeldt de "geldswaardige papieren" zoals stond in artikel 6 van de wet van 24 oktober 1902 en op grond waarvan inzetten in natura konden worden verbeurdverklaard.

*

* *

Het woord "materialen" moet worden vervangen door "materieel".

Artikelen 17 en 18.

In artikel 17 moet het woord "pronostiekwedstrijden" worden vervangen door "pronostieken op sportuitslagen".

*

* *

Artikel 17 bepaalt dat de ontwerp-wet geen toepassing vindt op loterijen. Als de loterijen uit het toepassingsgebied van de ontwerp-wet gesloten zijn, is dat dan ook het geval met de loterijspelen bedoeld in artikel 557, 3°, van het Strafwetboek ? Er is een grondig verschil tussen loterijen en loterijspelen. De eigenlijke loterijen vallen onder de artikelen 301 tot 304 van het Strafwetboek; loterijspelen of gewone loterijen zijn een soort van kansspel waarop straf is gesteld in de artikelen 305 en 557, 3°, van het Strafwetboek (RIGAUX et TROUSSE, Les codes de police, deel I, blz. 206 en volgende).

.../...

Het ontwerp heft artikel 305 van het Strafwetboek op maar niet artikel 557, 3°, van hetzelfde Wetboek, en wel omdat laatstgenoemde bepaling, naar aan de Raad van State is verklaard, "ook toepassing vindt op de loterijspelen die door artikel 17 uitdrukkelijk uit het toepassingsgebied van het ontwerp zijn gesloten". Hier worden, zoals gezegd is, loterijen en loterijspelen met elkaar verward. Het loterijspel is een kansspel en zou dus onder toepassing van de ontwerp-wet vallen, tenzij de wetgever, zoals hij heeft gedaan in 1902 (1), niet alleen de loterijen maar ook de loterijspelen uit het toepassingsgebied van de toekomstige wet wil sluiten. Bedoelt de Regering het zó, dan dient artikel 17 op dat punt te worden aangevuld. En dan zou artikel 557, 3°, ook niet hoeven te worden opgeheven, maar ware het logisch artikel 305 van het Strafwetboek niet op te heffen voor zover het toepassing vindt op loterijspelen. Want anders zou degene die een huis voor loterijspelen - dat een speelhuis is (artikel 305) - houdt, niet gestraft kunnen worden, terwijl hij die "op de openbare straten, wegen, pleinen of plaatsen" dergelijke spelen aanlegt of houdt, wel vervolgd zou kunnen worden (artikel 557, 3°).

.../...

(1) "Les jeux de loterie sont en effet des jeux de hasard ... Dès lors, il est logique de dire qu'ils rentrent dans les prévisions des articles 305 et 557, 3°, du Code pénal. Reste à démontrer que la loi du 24 octobre 1902 n'a pas entendu les régir. Les travaux préparatoires sont décisifs à cet égard : le Ministre de la Justice l'a déclaré et le rapporteur au Sénat a justement fait remarquer que si les jeux de loterie ou loteries simples tombaient sous le coup de la loi nouvelle, au lieu de rester sous l'empire de l'article 557, 3°, leur exploitation serait punie beaucoup plus sévèrement que celle des loteries proprement dites, prévues par l'article 302 du Code pénal ..."
(RIGAUX et TROUSSE, op. cit., blz. 209).

Artikel 19.

Het tweede lid is een overgangsbepaling en zou in een afzonderlijk artikel moeten komen, vóór het artikel dat de datum van inwerkingtreding van de wet vaststelt.

Het dient als volgt te worden gelezen :

"Artikel ...

De lopende concessiecontracten die betrekking hebben op de exploitatie van casino's geopend in de onder artikel 2 genoemde gemeenten eindigen bij het verstrijken van de termijn waarvoor zij gesloten zijn en ten laatste zes maanden na de inwerkingtreding van deze wet".

*

* *

Met betrekking tot het eerste lid van artikel 19 - dat het laatste artikel van de ontwerp-wet zou worden - zou het, naar aan de Raad van State is medegedeeld, in de bedoeling van de Regering liggen de toekomstige wet ten aanzien van de speelautomaten die aan een vaste jaarlijkse taxe onderworpen zijn, eerst in werking te doen treden op 1 januari van het jaar volgend op de datum waarop zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	G.VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		staatsraad,	voorzitter,

	J.MASQUELIN,	conseillers d'Etat,
Madame :	G.CISELET,	staatsraden,
Mevrouw :		

Messieurs :	R.PIRSON,	assesseurs de la section
de Heren :		de législation,
	F.RIGAUX,	bijzitters van de afdeling
		wetgeving,

	M.JACQUEMIJN,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.E.JOACHIM, auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.E.JOACHIM, auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) M.JACQUEMIJN.

(s.) G.VAN BUNNEN.